

Grèce : le non est un cri de dignité à respecter. Les Grecs ne sont pas des irresponsables

Publié le 07-07-2015 à 12h09 - Modifié à 15h38

[4 réactions](#) | 630 lu



Temps de lecture : 4 minutes



Par [Guy Burgel](#)
Géographe

LE PLUS. Le résultat est net : plus de 61% des Grecs ont voté "non", [lors du référendum du 5 juillet](#), rejetant les propositions des créanciers européens. Sommes-nous capables de tirer enseignement de ce scrutin ? Guy Burgel, professeur à l'université Paris Ouest-Nanterre La Défense, auteur du "Miracle athénien au XXe siècle", l'espère.

Édité et parrainé par [Sébastien Billard](#)

Partager [3](#) [3](#) [0](#) [0](#)

Réagir[4](#)

Recevoir les alertes



Des Grecs célèbrent le résultat du référendum, à Athènes, le 5 juillet 2015 (L. GOULIAMAKI/AFP).

Dimanche, la nation grecque a une fois de plus offert au monde une leçon de démocratie.

Pas parce que les résultats du référendum du 5 juillet sont exempts de toute ambiguïté : une participation à plus de 62% des inscrits, qu'envieraient bien des pays de l'Europe occidentale, un non massif aux dernières propositions des institutions internationales pour régler le problème de la dette ([plus de 61% des suffrages exprimés](#)). Comme dans toute procédure de cette nature, la réponse des urnes, univoque, presque viscérale, comporte sa part d'irrationalité et d'inadaptation à la question posée.

Mais qu'une administration que l'on dit incompétente ait pu organiser en une semaine, sous le contrôle constitutionnel du pouvoir judiciaire, sans trouble, ni défaut majeur signalé, une consultation nationale de cette ampleur, est déjà un succès pour l'État de droit.

Un cri de dignité qui mérite le respect

Qu'un peuple que l'on qualifiait il y a quelques jours encore d'"hébété", ait trouvé la force dans sa majorité de résister au chantage à peine déguisé des autorités européennes, à la panique organisée des guichets bancaires fermés, [aux longues queues sous le soleil devant les distributeurs automatiques de billets pour retirer sa perfusion quotidienne de 60 euros](#), réduite

en général à 50, faute de monnaie, à l'intoxication de la punition du lendemain (le "Grexit"), en dit assez long sur la détermination de citoyens, qui, pour avoir supporté, chez les plus âgés, les famines de la Seconde Guerre mondiale, les horreurs de la guerre civile (1945-1949), [la répression de la dictature des colonels](#) (1967-1974), déclarent sans crainte que six ans d'austérité, c'est assez. C'est déjà ce cri de dignité qui mérite le respect.

Il n'est pas exempt d'inquiétude intérieure quand on regarde le détail des résultats du scrutin.

Pour la première fois depuis longtemps, les vieilles distinctions géographiques entre villes de gauche et campagnes de droite, entre des bastions réputés conservateurs, voire fidèles aux idéaux royalistes, et des régions acquises aux idées progressistes, paraissent céder le pas devant une uniformisation du paysage politique, dans la participation au scrutin et l'expression du rejet de la politique imposée par l'Europe et le FMI.

Certes, près de 20 points en faveur du non séparent encore la [Laconie](#), au sud de [Péloponnèse](#) (Sparte, lointaine héritière des vertus guerrières de l'antique Lacédémone, et l'austère Magne), de la [Crète](#), acquise au modernisme depuis [Vénizélos](#) (premier tiers du XXe siècle). Mais c'est l'exception.

L'affirmation d'un vote de classe

De même, les zones les plus affectées par l'arrivée massive de migrants clandestins en transit recherché pour l'Europe occidentale ne semblent pas perturbées dans leur adhésion au non : ni [Alexandroupolis](#), dans le département de l'Evros, à la frontière turque, ni [l'île de Kos](#), dans le [Dodécanèse](#), ni le [port de Patras](#), départ des grands ferries pour l'Italie, où s'était développée naguère une "jungle" digne de Calais, ne témoignent de différences significatives, sinon dans l'accentuation de la tendance nationale.

La véritable nouveauté est l'affirmation d'un vote de classe, qui tranche avec la traditionnelle flexibilité méditerranéenne de la société grecque, voire avec l'engagement à gauche d'une partie de la bourgeoisie intellectuelle.

À Athènes, qui prend de plus en plus l'allure californienne d'un petit Los Angeles, les banlieues riches se sont mobilisées, avec des taux de participation records (20 points au-dessus de la moyenne nationale à Dionysos, sur les pentes du Pentélique), pour voter

massivement en faveur du oui. C'est le cas aussi bien en bord de mer (Vouliagmeni) que du côté de la montagne (Kiphissia).

Cette rupture idéologique confirme l'impression de la dureté des arguments entendus au cours de la très courte campagne électorale : l'intérêt, la panique, ou la caricature de l'adversaire (Alexis Tsipras) semblaient souvent y tenir la place de l'analyse. Ils augurent mal du nécessaire consensus national sur les réformes nécessaires, notamment en matière de fiscalité (taxation des professions libérales, des armateurs ou de l'Église orthodoxe), et peuvent offrir un boulevard aux aventures de l'extrême droite.

S'interroger sur le bien-fondé de la thérapie

À l'extérieur aussi, le message clair envoyé par le peuple grec (oui à une Europe plus sociale et à une mondialisation moins inéquitable) risque d'être brouillé par des crispations sur une pensée économique unique (la rigueur budgétaire avant la reprise économique) ou des considérations de politique nationale (rassembler la gauche française autour d'une sensibilité à la cause grecque).

En dépit de leurs dénégations et d'une tentative de front commun, la chancelière allemande et le président français sont renvoyés chacun à des postures tactiques. [Malgré le sacrifice de son remuant ministre des Finances](#), Yanis Varoufakis, ce sont ces faux-fuyants qu'Alexis Tsipras devra affronter dans les nouvelles négociations qui vont nécessairement s'ouvrir.

Il n'est pourtant pas besoin des repentirs tardifs de Dominique Strauss-Kahn, maintenant qu'il n'est plus aux affaires (j'avais été plus prémonitoire dans un article du "Monde" du 18 mai 2011, [titrant qu'il "n'\(était\) pas le sauveur de la Grèce" !](#)), pour comprendre que les dirigeants européens feraient bien de s'interroger sur le bien-fondé de la thérapie qu'ils ont infligée à la Grèce, et parfois plus modestement à leurs peuples.

Mettre à genoux l'économie et la société pour dégager péniblement un "excédent primaire" (supplément de recettes sur les dépenses publiques) destiné à rembourser les intérêts des emprunts, ne pas renégocier ou remettre finalement une partie de la dette, est autant moralement condamnable qu'économiquement inepte. Mais pourront-ils l'admettre ?

Il est encore temps d'agir

C'est le véritable message envoyé dimanche par la Grèce. Tant que nous considérerons, et la presse y prête parfois une main complaisante, ses électeurs comme des citoyens irresponsables, et leur Premier ministre légitime, comme un trublion révolutionnaire décidé à ridiculiser l'Europe, avant de la quitter, il a peu de chance d'être entendu.

Ce serait dommage pour la Grèce, pour l'idéal européen, et la relance économique. Il est encore temps de le comprendre.